

## ***Printemps 2017 - Vancouver-Est***

Chers amis,

Après la session longue et chargée de l'automne dernier, j'étais ravie de revenir à Vancouver pour le congé des Fêtes et d'assister à de nombreuses activités de la période des Fêtes dans notre collectivité. Alors que le printemps s'amène, c'est pour moi un honneur de rendre compte de mon travail au cours de la dernière session du Parlement, tant ici, à Vancouver, qu'à Ottawa. Il m'est agréable de faire savoir que j'agis maintenant à titre de porte-parole du Nouveau Parti démocratique (NPD) pour les questions relatives au multiculturalisme.

Avec mes collègues du NPD, j'ai travaillé sans relâche afin de demander au gouvernement libéral de tenir ses promesses envers les Canadiens et d'agir dans des dossiers si importants pour notre collectivité comme : l'inégalité des revenus, la crise des opioïdes, les logements abordables, les changements climatiques, le pipeline de Kinder-Morgan et la réforme électorale, pour ne nommer que ceux-là.

Les derniers mois ont été particulièrement actifs pour moi à titre de porte-parole en matière d'immigration, de réfugiés et de citoyenneté. Par exemple, sur la question des réfugiés syriens, j'ai plaidé avec vigueur pour m'assurer que le Canada respecte ses promesses d'accueillir ces nouveaux venus au Canada; leur assurer l'accès à des services de réinstallation bien financés est essentiel pour favoriser leurs véritables intégration et contribution à la société canadienne. Au début de janvier, j'ai également demandé de tenir un débat d'urgence à la Chambre des communes relativement à la manière dont le Canada devrait réagir aux troublantes politiques d'immigration discriminatoires proposées aux États-Unis et qui touchent les Canadiens.

En attendant le prochain budget, les néo-démocrates prônent ardemment auprès du gouvernement libéral la fin des échappatoires permettant d'avoir accès aux paradis fiscaux. Le gouvernement perd des dizaines de milliards de dollars chaque année en raison d'échappatoires, de déductions et d'exemptions fiscales qui profitent surtout aux plus riches. L'évasion fiscale au moyen de paradis fiscaux à l'étranger coûte au gouvernement plus de 7 milliards de dollars annuellement.

À titre de députée de votre circonscription, je reste déterminée à défendre inlassablement les enjeux qui ont le plus d'importance pour notre collectivité. Le personnel de mon bureau de circonscription est toujours à votre disposition pour vous aider avec les programmes et les services offerts par le gouvernement fédéral; la porte est ouverte, et n'hésitez pas à venir nous saluer! Je suis également ravie de tenir encore une fois des journées de bureau mobile qui permettent d'amener mon bureau et mes services jusqu'à vous, dans différentes parties de notre collectivité!

Je vous remercie une fois encore de votre soutien et de vos encouragements. Je vais continuer de travailler fort pour être à votre service et à celui de notre collectivité et à

## **Printemps 2017 - Vancouver-Est**

me battre pour instaurer un Canada plus juste sur les plans social, économique et environnemental.

Jenny Kwan  
Députée

### **Le Forum des jeunes Autochtones et le Comité permanent des affaires autochtones et du Nord**

En septembre dernier, je me suis jointe au Metro Vancouver Aboriginal Executive Council et à la Urban Nation Youth Association (UNYA) pour organiser un Forum des jeunes Autochtones en milieu urbain. L'événement tenu à la Vancouver Aboriginal Friendship Society, a permis d'engager un dialogue avec de jeunes Autochtones au sujet de leurs expériences vécues, de leurs réussites, de leurs idées et de leur vision d'une vraie réconciliation. Ce fut un grand privilège d'entrer en contact avec ces jeunes de notre collectivité et d'apprendre directement d'eux comment ils souhaitent être représentés à la Chambre des communes.

Plus tard, au cours de la session parlementaire de l'automne, j'ai remplacé le député Charlie Angus (mon collègue et ancien porte-parole du NPD en matière d'affaires autochtones et du Nord) au Comité permanent des affaires autochtones et du Nord (CPAAN). Le CPAAN s'est réuni à Vancouver dans le cadre de son étude sur la tragique vague de suicides au sein des peuples et des communautés autochtones. Il a été difficile d'entendre des témoignages si sensibles et douloureux, mais j'ai été profondément émue par la résilience et la force de la communauté autochtone de Vancouver. Le Forum des jeunes Autochtones a engendré la rédaction d'un rapport important présentant l'événement, les débats qui ont eu lieu et les recommandations qui ont été formulées.

### **Le projet de loi C-333**

En décembre, j'ai déposé le projet de loi C-333 (dont le titre officiel est *Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté et la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*). Ce projet de loi émanant d'un député propose une solution pour corriger les lacunes du projet de loi C-6 — *Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté et une autre loi en conséquence* — que le gouvernement a présenté le 25 février 2016. À titre de porte-parole et de vice-présidente du Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration, j'ai étudié le projet de loi C-6 en profondeur, j'ai entendu les témoignages d'experts provenant de groupes d'intervenants de tout le Canada sur les moyens de l'améliorer et de s'assurer

## **Printemps 2017 - Vancouver-Est**

que notre régime d'immigration est juste et équitable et qu'il contribue à l'édification du Canada.

J'ai réussi à faire passer des modifications importantes au projet de loi C-6, mais beaucoup reste à faire. Comme de nombreux experts de l'immigration (dont l'Association du Barreau canadien), j'estime que le projet de loi C-6 a une portée trop étroite, et je vais continuer de travailler de près avec des experts de la *Loi sur l'immigration*, des organisations de réinstallation et d'autres groupes d'intervenants pour faire progresser les politiques permettant de remédier à ces lacunes.

Par exemple, mon projet de loi C-333 corrige un certain nombre de failles dans la loi actuelle, comme les échappatoires qui permettent à des personnes de devenir apatrides (on les appelle également les « Canadiens déchus ») et le problème de l'apatridie en général. Mon projet de loi, s'il est adopté, permettrait d'éliminer le problème du double emploi des tests linguistiques pendant le processus de citoyenneté. Il permettrait de s'assurer que le processus de citoyenneté se conforme à la *Loi sur le système de justice pénale* et de renforcer les garanties procédurales pour les personnes qui font face à une révocation de leur citoyenneté. J'ai abordé ces graves problèmes de façon bipartite afin que ce projet de loi soit adopté.

### **Le travail en comité**

Il est vrai d'affirmer que « la plupart du travail effectué au gouvernement est assuré par les comités ». Le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration (CPCI) ne fait pas exception. Depuis le printemps dernier, le CPCI, dont je suis la vice-présidente, a entrepris plusieurs études afin de conseiller le gouvernement sur la meilleure façon d'avancer relativement à un certain nombre de questions importantes en matière d'immigration. Nous avons étudié plusieurs mises à jour budgétaires du gouvernement, notamment le plan des niveaux d'immigration du Canada pour 2017 et le budget de 2016. Nous avons également étudié la réinstallation des filles et des femmes yézidiennes, la réunification des familles, les efforts de réinstallation des réfugiés syriens et les mesures d'immigration pour la protection des groupes vulnérables, comme les LGBTQ de l'Ouganda. Avant la fin de la session, le comité a entamé son étude sur la modernisation de la prestation des services à la clientèle de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC).

## **Le point sur le projet d'agrandissement du terminal Centerm**

Beaucoup de citoyens de ma circonscription sont inquiets, à juste titre, de l'agrandissement proposé du terminal Centerm du port de Vancouver. C'est la raison pour laquelle j'ai déposé deux pétitions à la Chambre des communes, une ayant recueilli 1 500 signatures, et l'autre plus de 4 000, qui exigent que le gouvernement fédéral intervienne pour stopper ce projet. Si on inclut les pétitions en ligne, un total de 12 600 personnes se sont prononcées sur cette question, un nombre important qui témoigne de l'importance de ce dossier!

Il ne faut pas oublier que le gouvernement libéral s'est fait élire avec la promesse de restaurer la crédibilité et la transparence des évaluations environnementales : une promesse qu'il n'a pas su tenir jusqu'à maintenant. Pire encore, Trudeau a permis à des projets importants, tels que celui-ci, d'aller de l'avant conformément aux règles mises en place sous le gouvernement conservateur de Stephen Harper, qui a réduit à leur minimum les règles d'évaluation environnementale et qui a compromis les règles régissant la transparence et la responsabilité des autorités portuaires au Canada. Et quelle en est la conséquence désastreuse? Ces autorités peuvent maintenant proposer et donner le feu vert à leurs *propres* projets.

La collectivité de Vancouver-Est a fait clairement savoir qu'elle s'attend à mieux en ce qui a trait aux grands projets de la sorte qui pourraient présenter un risque environnemental pour notre côte, et je vais continuer à transmettre ce message à la Chambre des communes.

## **La crise des opioïdes**

Il ne fait aucun doute que la crise des opioïdes qui sévit à l'heure actuelle dans les petites et grandes collectivités de partout au Canada constitue une véritable urgence nationale. Il semble qu'il n'y ait aucune limite à la souffrance et aux dommages que cette crise entraîne non seulement dans le quartier Downtown Eastside, l'épicentre de la crise, mais dans l'ensemble de Vancouver-Est, de la C.-B. et du Canada. Les statistiques sont consternantes : pendant la seule année de 2016, seulement en C.-B., les surdoses de drogue ont coûté la vie à 914 personnes, soit une moyenne de près de 18 personnes par semaine.

Je suis intervenue à maintes reprises à la Chambre des communes pour que l'on porte attention à cette question urgente. Je me suis prononcée en faveur du projet de loi C-224 — désigné comme la *Loi sur les bons samaritains secourant les victimes de surdose* — qui vise à faciliter la déclaration des surdoses aux autorités, et à sauver ainsi des vies. J'ai également remplacé le député Don Davies, le porte-parole du NPD,

## ***Printemps 2017 - Vancouver-Est***

au sein du Comité permanent de la santé. Cela m'a donné l'occasion d'étudier plus à fond la crise des opioïdes, de parler de ses incidences sur les formidables premiers répondants et travailleurs de première ligne de Vancouver, et de faire pression pour obtenir des ressources supplémentaires et du soutien du gouvernement fédéral.

À la Chambre des communes et dans de nombreuses lettres adressées au ministre de la Santé, j'ai exhorté le gouvernement d'abroger entièrement le projet de loi C-2, une loi déposée par le gouvernement Harper qui fait en sorte qu'il est pratiquement impossible d'ouvrir de nouveaux sites d'injection supervisés au Canada. Le projet de loi C-2 a été adopté malgré des preuves irréfutables que ces installations permettent de sauver des vies et de rendre les collectivités plus sécuritaires. Après plus d'une année à se traîner les pieds, des milliers de surdoses, et des centaines de décès inutiles, le gouvernement libéral a finalement proposé le projet de loi C-37 pour modifier le projet de loi C-2, une relique idéologique des années Harper. J'ai appuyé ce projet de loi comme première étape acceptable, mais il est évident qu'il faut faire davantage.

Il n'est resté pas moins que le ministre fédéral de la Santé refuse de déclarer que la crise des opioïdes est une urgence nationale en matière de santé. Je vais continuer d'insister auprès du gouvernement pour qu'il prenne des mesures immédiates et concrètes pour résoudre cette crise et de plaider pour l'adoption d'une stratégie exhaustive en matière de dépendance qui implique de s'attaquer aux déterminants sociaux de la santé.

### **Soutenir les premiers intervenants et les travailleurs de première ligne**

Pendant le temps des Fêtes, j'ai visité toutes les casernes de pompiers de notre collectivité et j'ai rencontré les membres de la coalition des associations infirmières de la Colombie-Britannique qui a tenu un forum d'urgence sur la crise des opioïdes. Ces occasions m'ont encore une fois permis de mieux comprendre le travail herculéen accompli par les premiers intervenants et ce qu'ils attendent du gouvernement pour les soutenir dans leur travail et pour assurer leur sécurité et leur santé.

J'ai également visité les bénévoles et le personnel incroyablement dévoués et courageux aux centres d'injection supervisés improvisés. Sans leurs efforts, je peux affirmer avec certitude qu'un plus grand nombre de personnes seraient mortes.

Tous les intervenants de première ligne travaillent sans relâche pour tenter de sauver des vies, et souffrent eux-mêmes de stress, de traumatisme et de fatigue. Ce qu'il nous faut, c'est un gouvernement fédéral qui fait preuve d'un véritable leadership pour répondre de manière résolue à cette urgence de santé publique.

### **Le pipeline de Kinder Morgan**

Contrairement à ce qu'il a promis à la population de la Colombie-Britannique durant la campagne électorale, le premier ministre Trudeau a personnellement approuvé le projet de pipeline de Kinder Morgan. Pire encore, il l'a fait en se fondant sur le régime d'évaluation environnementale adopté par le gouvernement conservateur d'Harper qui, selon les libéraux eux-mêmes, n'était pas crédible.

En décembre, je me suis jointe à mes collègues du NPD de la C.-B., au grand chef Stewart Phillip, ainsi qu'à Joan Phillip pour dénoncer publiquement cette décision. À la suite de cet événement, mes collègues et moi avons publié une lettre ouverte au premier ministre, qui dénonce encore une fois cette décision et qui lui rappelle que la population de la Colombie-Britannique ne restera pas sans rien faire, en lui permettant de mettre en péril notre littoral, nos économies régionales et notre avenir commun.

L'un des sujets les plus fréquents portés à mon attention par les citoyens de ma circonscription est la question de l'approbation du pipeline. Je vous entends très clairement et je continuerai à faire connaître votre point de vue sur cette importante question au Parlement.

### **Le mât totémique en l'honneur des survivantes**

En novembre, j'ai eu le grand privilège d'assister à l'élévation du mât totémique en l'honneur des survivantes à Pigeon Park. Le mât totémique atteint une hauteur impressionnante de 27 pieds (8,2 mètres) et est sculpté dans une bille d'un cèdre rouge vieux de 1 000 ans provenant de Haida Gwaii. On a procédé à son élévation lors d'une cérémonie traditionnelle de potlatch, dans le cadre de laquelle les protocoles des Salish du littoral et des Haïdas ont été observés.

Le mât totémique symbolise la survie et la guérison de l'injustice sociale et raciale et est le résultat de trois années de collaboration entre des promoteurs de cause de Downtown Eastside, des groupes de Premières Nations, des membres de la communauté LGBTQ et des survivants du racisme japonais, chinois et sud-asiatique.

Cela a été un véritable honneur de participer à cet événement important.

### **Le projet Sac à dos**

L'automne dernier, je me suis associée au Conseil canado-syrien, à HumanKind, à Child Aid International et à la Fondation internationale de développement multiculturel pour le lancement du projet Sac à dos. Cette initiative vise à fournir des fournitures

## ***Printemps 2017 - Vancouver-Est***

scolaires et des sacs à dos aux enfants issus d'un milieu à faible revenu et aux enfants réfugiés syriens du Lower Mainland. Finalement, 850 sacs à dos — auxquels on a ajouté une boîte à lunch et une bouteille d'eau — ont été remis aux enfants de nos collectivités. C'était une occasion formidable d'établir des liens avec les citoyens de ma circonscription et d'entendre les préoccupations des familles avec de jeunes enfants, comme un financement adéquat de nos écoles publiques et l'accès à des garderies abordables et de grande qualité.

### **Bureau mobile**

Une de mes initiatives d'intervention sur le terrain préférée est la mise en branle de mon bureau mobile. Plusieurs fois par année, je mets en branle mon bureau mobile et l'amène dans des événements communautaires comme les marchés agricoles. Cette formule me permet de servir les citoyens de ma circonscription et de participer à certains des nombreux événements intéressants organisés dans l'ensemble de la collectivité de Vancouver-Est. Voici la liste des lieux où on retrouvera mon bureau mobile durant le reste de l'année; n'hésitez pas à venir me saluer!

- 20 avril (de 16 h à 18 h) : au centre communautaire de Strathcona
- 23 mai (de 14 h à 16 h) : au centre communautaire de Thunderbird
- 27 juin (de 14 h à 16 h) : au centre communautaire de Britannia
- 11 juillet (de 14 h à 16 h) : au centre commercial de Kingsgate
- 14 juillet (de 11 h à 13 h) : BBQ communautaire
- 14 septembre (de 14 h à 16 h) : au Kiwassa Neighbourhood House
- 12 octobre (de 14 h à 16 h) : au centre communautaire de Carnegie
- 14 novembre (de 16 h à 18 h) : au centre communautaire de Hastings
- 19 décembre (de 14 h à 16 h) : au centre communautaire de Mount Pleasant.

### **Séances de discussion**

L'une des meilleures façons pour moi de recueillir les opinions des membres de notre collectivité sur des questions spécifiques est par le biais de séances de discussion qui donnent également aux citoyens de ma circonscription la chance d'apprendre comment une question est traitée sur la Colline du Parlement. L'an dernier, j'ai organisé deux séances de discussion : une sur les changements climatiques et une sur la réforme électorale, et notre plus récente sur les logements abordables permettra d'avoir une discussion fantastique concernant les points suivants :

## ***Printemps 2017 - Vancouver-Est***

- La nécessité de mettre en place un programme national de logements abordables (et son inclusion éventuelle dans le budget 2017);
- La nécessité de renouveler et de maintenir des subventions fédérales aux logements;
- Des solutions à long terme, pas des mesures transitoires de deux ans pour l'habitation coopérative;
- Le respect de la promesse du gouvernement libéral relativement aux incitatifs favorisant la construction de logements locatifs;
- La nécessité de prévoir un financement dédié aux logements destinés aux Autochtones.

Je vais continuer d'organiser des séances de discussion. Souhaitez-vous y assister? Je vais afficher de plus amples détails sur mes pages Twitter et Facebook, ainsi que sur mon site Web. Mes adjoints de circonscription seraient heureux de vous donner plus de renseignements.

### **Célébrations entourant le 110<sup>e</sup> anniversaire du pavillon japonais**

Le 26 novembre 2016, j'ai eu le privilège d'assister aux célébrations du 110<sup>e</sup> anniversaire de l'école de l'enseignement de la langue japonaise et du pavillon japonais. Ce jalon remarquable témoigne de la force, de la détermination et de l'engagement avec lesquels la communauté japonaise s'est rétablie après l'horrible internement des Canadiens d'origine japonaise pendant la Deuxième Guerre mondiale. Ce fut un véritable honneur d'y assister.

### **Les efforts de réinstallation des réfugiés syriens**

Depuis mon élection en 2015, la crise des réfugiés n'a jamais faibli. J'ai plaidé sans relâche pour un traitement rapide des demandes, pour un financement adéquat des organismes de réinstallation et pour l'exemption des prêts de voyage, entre autres. Au 29 janvier 2017, le Canada avait accueilli 40 081 réfugiés syriens dans le cadre de cette initiative. Le gouvernement s'est engagé à traiter toutes les demandes de parrainage privé de réfugiés soumises avant le 31 mars 2016 « avant la fin de 2016 ou le début de 2017 », et je vais continuer à l'exhorter de respecter ce délai. Malheureusement, on estime que quelque 30 % des réfugiés syriens attendent toujours pour une formation linguistique. Il est essentiel d'obtenir un financement adéquat pour les services de réinstallation pour assurer la réussite du processus d'intégration des réfugiés à la société canadienne. Je vais continuer d'exercer des pressions pour inciter le gouvernement à remédier à ces déficiences.



## **Débat d'urgence à la Chambre des communes**

Le 27 janvier, le président Donald Trump a signé un décret interdisant pendant au moins 90 jours aux ressortissants de sept pays à majorité musulmane d'entrer aux États-Unis. Ces pays sont l'Irak, l'Iran, la Libye, la Somalie, le Soudan, la Syrie et le Yémen. Le décret prévoit également une interdiction d'entrée définitive des réfugiés syriens et la suspension pendant quatre mois de l'admission de tout réfugié ou demandeur du statut de réfugié. En réponse, j'ai écrit au Président de la Chambre des communes pour réclamer la tenue d'un débat d'urgence relativement à la manière dont le Canada devrait réagir à ces mesures profondément troublantes. Ce débat d'urgence a eu lieu dans la soirée du 31 janvier 2017. Les députés du NPD et moi-même avons présenté un plan d'action très clair que le gouvernement canadien devrait suivre.

- Suspendre immédiatement l'Entente sur les tiers pays sûrs que le Canada a signée avec les États-Unis;
- Éliminer le seuil imposé aux demandes de parrainage privé des réfugiés pour 2017;
- Offrir un traitement accéléré aux réfugiés dont les demandes ont été approuvées aux États-Unis ou sont en voie d'achèvement;
- Travailler en partenariat avec la communauté internationale pour combler le manque de fonds pour favoriser la réinstallation des réfugiés;
- Obtenir de plus grandes assurances pour ceux qui se rendent aux États-Unis à partir du Canada et qui sont inquiets de franchir la frontière.

Pour le moment, ce décret a été annulé par les tribunaux des États-Unis, bien que l'administration Trump ait précisé qu'ils ont l'intention d'adopter des politiques similaires à l'avenir.

Depuis la tentative de Trump d'adopter des décrets discriminatoires, un certain nombre de rapports indique que des réfugiés risquent leur vie pour traverser la frontière et se rendre au Canada; bon nombre d'entre eux ont explicitement déclaré qu'ils ne se sentent plus en sécurité aux États-Unis. Des Canadiens ont également été victimes de profilage racial à la frontière américaine, certains auraient été interrogés pendant des heures pour finalement se voir refuser l'entrée aux États-Unis. Je vais continuer d'exhorter le gouvernement à intervenir pour défendre les droits de la personne et à prendre des mesures concrètes contre de telles politiques discriminatoires en matière d'immigration et de voyage.